

CONSEIL DE PRUD'HOMMES
DE PARIS
SERVICE DU DÉPARTAGE
27, rue Louis Blanc
75484 PARIS CEDEX 10
Tél : 01.40.38.52.39

CG - 06-07862.jug.wpd

SECTION
Commerce chambre 4

RG N° F 06/07862

Notification le : 07 DEC 2009

Date de réception de l'A.R. :

par le demandeur :

par le défendeur :

Expédition revêtue de la
formule exécutoire
délivrée :

le :

à :

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

JUGEMENT

contradictoire et en premier ressort

Prononcé à l'audience publique du 25 Novembre 2009

Composition de la formation lors des débats :

M. DAIN, Président Juge départiteur
M. JAMET, Conseiller Employeur
Assesseur

assistée de Mme GUICHARD, Greffier

ENTRE

M. Philippe CESPEDES
né le 11 Septembre 1961
Lieu de naissance : ALGER
2 rue Corbineau
75012 PARIS

Représenté par Me Sylvie LE TOQUIN (Avocat au barreau de
PARIS) subsistant Me Evlyn BLEDNIAK de la SELARL
ATLANTES (Avocats au barreau de PARIS)

DEMANDEUR

ET

SNCF en la personne de son représentant légal
34, rue du Commandant Mouchotte
75014 PARIS
Représenté par Me Pascale BOYAJEAN de la SCP
BOYAJEAN-PERROT (Avocats au barreau de PARIS)

DEFENDEUR

PROCÉDURE

- Saisine du Conseil le 5 juillet 2006 ;
- Convocation de la partie défenderesse par envoi de lettres simple et recommandée dont l'accusé réception a été retourné au greffe avec signature en date du 8 juillet 2006 ;
- Audience de conciliation le 2 octobre 2006 ;
- Débats à l'audience de bureau de jugement du 21 mars 2008 ;
- Partage de voix prononcé le 23 avril 2008 ;
- Débats à l'audience de départage du 27 octobre 2009 à l'issue de laquelle les parties ont été avisées de la date et des modalités du prononcé .

DEMANDES PRÉSENTÉES AU DERNIER ETAT DE LA PROCÉDURE

Demande principale

Philippe CESPEDES

Chefs de la demande

- Dommages et intérêts Discrimination Syndicale 1 000,00 €
- rappel de salaires du 15/05/2008 au 2/07/2008 1.173,74 €
- Annuler le blâme avec inscription en date du 2/07/2008
- remboursement de la retenue 638,79 €
- Article 700 du Code de Procédure Civile 1 000,00 €
- Exécution provisoire
- Dépens

Demande reconventionnelle

SNCF

- Article 700 du Code de Procédure Civile 300,00 €

EXPOSÉ DU LITIGE

Philippe Cespèdes a été engagé par la SNCF en 1982. Il est actuellement agent de conduite, et délégué du personnel.

Le salarié a participé à un mouvement de grève prévu devant s'étaler du 5 au 14 décembre 2005 à 13 h 00.

Le 13 décembre 2005, à 17 h 00, Philippe Cespèdes se présente au bureau idoine, et fait part de ce qu'il se met à disposition à compter de ce jour à 23 h 59.

Le soir du même jour, vers 20 h 15, Philippe Cespèdes reçoit une communication téléphonique sur sa ligne privée.

Philippe Cespèdes avance qu'il alors fait état de ce qu'il n'avait pas à être joint dans ces conditions, et que son interlocuteur aurait alors raccroché en s'excusant.

La SNCF avance que le salarié aurait alors été informé de son dévoiement, alors que son roulement initial était d'être en repos les 14 et 15, et qu'il lui était attribué une mission le 14 à 5 h 30.

En toute hypothèse, Philippe Cespèdes ne s'est pas présenté pour effectuer sa mission.

La SNCF expose que, alors qu'elle aurait pu considérer que le salarié était en absence injustifiée, elle a préféré, dans un esprit de conciliation, le considérer comme ayant poursuivi son mouvement de grève.

Il a donc été procédé à une retenue sur salaire pour la totalité de la période couverte par le préavis.

Le 5 juillet 2006, Philippe Cespèdes a saisi le Conseil de Prud'hommes de Paris aux fins susvisées.

Le salarié demande à voir juger qu'il a été traité de façon discriminatoire dans la gestion de cette grève, au motif que la SNCF n'avait pas à procéder à son dévoiement en l'absence d'événement imprévisible, et qu'il aurait été le seul salarié à faire ainsi l'objet

d'un dévoiement. Philippe Cespèdes fait valoir également que sa commande du 14 aurait été divulguée, contrairement à un usage bien établi, et qu'il a été sans raison privé du bénéfice de l'étalement de la retenue du salaire pour fait de grève.

A raison de cette discrimination, Philippe Cespèdes sollicite l'attribution d'une somme de 1.000 € à titre de dommages et intérêts, et le remboursement de la retenue opérée à hauteur de 638,79 €.

Ajoutant à ses demandes initiales, Philippe Cespèdes sollicite également l'annulation d'un blâme qui lui a été infligé le 2 juillet 2008, alors qu'il a été ce jour-là victime d'une agression de la part d'un autre salarié, dans un local professionnel. Il fait valoir que l'incident ne lui est pas imputable, et sollicite un rappel de salaire à hauteur du différentiel entre les indemnités journalières perçues à l'occasion de l'arrêt de travail consécutif à cet incident, et le salaire qu'il aurait réellement perçu en activité, en application des dispositions de l'accord régional "Agression" qui garantirait le maintien de salaire en pareille circonstance.

La SNCF conteste l'existence d'une discrimination à propos de la grève, faisant valoir que le dévoiement est licite en période de grève, et que les salariés auxquels se compare Philippe Cespèdes n'étaient pas dans la même situation que lui.

S'agissant de la divulgation, la SNCF avance qu'elle n'en est pas responsable, les annonces étant faites à voix haute dans la salle dédiée à cette fin, et que beaucoup de personnes peuvent entendre les annonces.

S'agissant de l'étalement de la retenue, la SNCF ne s'explique pas la raison pour laquelle la demande, non contestée, du salarié, n'est pas arrivée jusqu'au bureau concerné, mais fait valoir que, avisée de la réclamation du salarié, elle a immédiatement proposé à Philippe Cespèdes de définir des modalités d'étalement, par lettre du 2 février 2006, mais que ce dernier n'aurait pas donné suite.

Toujours au sujet de cette discrimination, contestée, et subsidiairement, la SNCF fait observer que la demande de remboursement de Philippe Cespèdes est très excessive dès lors que le litige ne peut porter que sur la dernière demi-journée de grève.

S'agissant du blâme, la SNCF fait valoir que les deux salariés impliqués ont été pareillement sanctionnés, que cette sanction est légitime, et que l'accord agression ne serait pas applicable en la circonstance, notamment en ce qu'il ne s'agit pas d'un accident à caractère professionnel.

MOTIFS :

- Sur la discrimination :

*** Sur la régularité du dévoiement :**

sur la licéité du dévoiement en pareille circonstance : Philippe Cespèdes peut légitimement faire état de ce que la grève, avec respect du préavis ne constitue pas, a priori, l'événement imprévisible qui, au sens des règlements internes de la SNCF, permet seul de recourir au dévoiement.

En revanche, la mise à disposition inopinée d'un salarié gréviste constitue elle, nécessairement, un événement imprévisible, modifiant les données du problème et amenant l'employeur à envisager des modifications des mesures d'ores et déjà prises en matière de trafic.

La mission première de la SNCF reste, jusqu'à nouvel ordre, celle de transporter les voyageurs, et il est absolument légitime, de la part de l'employeur, de vouloir tirer partie de ce que, finalement, le nombre de grévistes est inférieur à ce qui était prévu, et, en conséquence ouvre de nouvelles possibilités.

Il sera donc jugé que le principe du dévoiement était en l'occurrence licite.

sur la régularité de procédure du dévoiement : entre les lignes, Philippe Cespèdes soutient qu'il n'a pas pu être régulièrement avisé de son dévoiement dès lors qu'il fallait le faire au moment où il s'est présenté au bureau pour aviser de sa mise à disposition, et qu'il ne fallait pas, en toute hypothèse, l'aviser au moyen de sa ligne téléphonique privée.

Il y a lieu d'observer à cet égard que :

Philippe Cespèdes ne peut sérieusement soutenir que, pendant les 10 minutes où il est resté au bureau le 13 décembre à 17 h 00, il était humainement possible de définir une nouvelle organisation des transports en commun prenant en compte le fait que la SNCF

allait disposer d'un agent de conduite supplémentaire. Cet argument est une injure au bon sens.

Le XXI^e siècle étant d'ores et déjà bien avancé, Philippe Cespèdes ne peut pas plus raisonnablement s'offusquer de ce que son employeur utilise son téléphone personnel pour le joindre, n'étant pas au demeurant contesté que ce numéro était affiché dans la salle de contrôle. Son intimité aurait été certes plus préservée s'il avait été demandé au salarié d'appeler lui-même, mais le risque est alors qu'il soit dérangé plus souvent, dès lors qu'il apparaît très difficile pour les raisons sus-exposées de savoir à quel moment précis le dévoiement serait "prêt".

Enfin, Philippe Cespèdes ne peut sérieusement prétendre que le coup de téléphone de 20 h 30 n'avait pas pour fonction de le prévenir de la commande déterminée, tant il apparaît peu probable que l'employeur ait alors eu pour premier objectif de se soucier de l'endroit où Philippe Cespèdes allait passer ses prochaines vacances.

Il sera donc jugé qu'il a été régulièrement procédé à la notification du dévoiement.

Sur l'existence d'un traitement différencié entre les agents de conduite:

Les 16 conducteurs ayant témoigné pour Philippe Cespèdes, en faisant état de ce qu'ils n'avaient pas fait l'objet d'un dévoiement, ont, d'après leur propre déclaration, cessé leur mouvement de grève "après" l'AG du 14 décembre à 13 h 00.

Ils ne sont donc pas dans la même situation que Philippe Cespèdes qui s'est mis à disposition dès la veille à 23 h 59.

Aucun traitement discriminatoire ne peut donc être invoqué au titre de ce dévoiement.

* *Sur la divulgation de la commande* : Aucun élément du dossier ne permet de considérer qu'il y ait une divulgation intentionnelle de la part de l'employeur, et, en toute hypothèse, Philippe Cespèdes ne justifie pas de la réalité d'un préjudice à cet égard.

* *Sur le non-étalement de la retenue* : Même si le phénomène est étonnant, il n'apparaît pas plus une intention maligne de l'employeur dans la non transmission de la demande d'origine.

En toute hypothèse, il ressort du dossier, et cela n'a pas été contesté par Philippe Cespèdes, qu'il lui a été proposé de déterminer de nouvelles modalités dès réception de sa lettre de réclamation, et Philippe Cespèdes n'a pas estimé utile de donner suite à cette proposition.

Il n'y a donc pas d'éléments de nature à établir que Philippe Cespèdes ait été traité de façon discriminatoire à l'occasion du mouvement de grève de décembre 2005, et la demande de dommages et intérêts présentée à cet égard sera rejetée.

S'agissant de la demande de remboursement pour retenue illégitime, il y a lieu d'observer que :

elle est nécessairement infondée pour l'essentiel dès lors qu'elle porte sur toute la période de grève alors que seule peut être en débat la journée du 14,

elle est tout aussi infondée dès lors que gréviste ou en absence injustifiée, Philippe Cespèdes ne pouvait prétendre au paiement de cette journée de salaire.

Les demandes de Philippe Cespèdes seront donc rejetées.

- Sur le blâme et l'incident du 15 mai 2008 :

* *Sur le bénéfice de l'accord régional "agression"* : Il ressort du dossier que l'incident a eu lieu entre deux représentants syndicaux rivaux sans aucun rapport avec l'exercice de leur profession.

Il ressort en outre du jugement du Tribunal Correctionnel de Paris en date du 14 janvier 2009, que M. Mathieu, présenté par Philippe Cespèdes comme son agresseur, a été relaxé des poursuites pour l'exercice de violences volontaires contre Philippe Cespèdes.

N'étant pas contesté que ce jugement soit définitif, M. Mathieu ne peut être considéré comme un "agresseur" de Philippe Cespèdes.

Pour ces deux raisons, il ne peut qu'être jugé que l'accord dont souhaite se prévaloir Philippe Cespèdes n'est pas applicable en l'espèce.

** Sur la légitimité du blâme du 2 juillet 2008 :*

Une altercation violente entre deux salariés, à la fois verbale et physique au point d'avoir entraîné une ITT, est un événement que l'employeur ne peut tolérer dès lors qu'il se situe au sein de l'entreprise.

La responsabilité initiale de l'altercation n'ayant pu être attribuée à l'un des deux salariés, à qui la même sanction de blâme a été délivrée, l'attitude de l'employeur n'apparaît pas discriminatoire, et la sanction apparaît appropriée.

Les demandes de Philippe Cespedes seront rejetées.

- Sur les frais irrépétibles :

Il n'apparaît pas inéquitable de laisser à la charge des parties les frais irrépétibles engagés dans cette instance, et les demandes présentées sur le fondement de l'article 700 du Code de procédure civile seront rejetées.

PAR CES MOTIFS

Le Conseil, présidé par le Juge Départemental, assisté de Mme GUICHARD, Greffier, statuant seul après avis du Conseiller présent, publiquement, contradictoirement et en ressort :

- rejette toutes les demandes présentées.
- laisse les dépens à la charge de Philippe Cespedes.

LE GREFFIER,

Guichard

COPIE CERTIFIEE CONFORME
Le Greffier en Chef



LE PRÉSIDENT,

[Signature]